

ACTION SOCIALE

Tél. 04 50 88 49 12 ou 04 50 88 67 53
Courriel : subvention.as @caf74.caf.fr

Cadre réservé à la Caf

Date d'arrivée :
Date de complétude :
Taux de couverture :
Potentiel financier :

**DEMANDE D'AIDE A L'INVESTISSEMENT
CREATION DE PLACES D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT**

Date de la demande :
Equipement concerné :
.....
Adresse :
.....
Nature de l'opération (cocher la case correspondante) :
 Création Extension Transplantation
Nombre de places : Existantes : Créées :
Date d'ouverture prévue :

IDENTITE DU DEMANDEUR
(Financier du projet d'investissement)

Nom :
N° Siret/Siren :
Adresse :
.....
Téléphone :
Responsable :
Personne en charge du suivi du dossier :
Téléphone : Adresse courriel :

IDENTITE DU GESTIONNAIRE DE L'EQUIPEMENT

Nom :
Adresse :
.....
Téléphone :
Responsable :

- Coût global de l'opération * —————> € HT TTC

* **ATTENTION** : En cas d'assujettissement à la Tva du promoteur (autrement dit de récupération de la Tva sur les investissements), le montant indiqué doit être hors taxes.



Service action sociale
21 avenue de Genève
CS 89027
74987 Annecy Cedex 9
www.caf.fr

1 - EXPOSE DU PROJET

- **Description de l'opération du projet (aménagement, rénovation, acquisition, extension des locaux, construction...) joindre impérativement les devis**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- **Description et argumentation sur l'intérêt et la nécessité de réaliser le projet d'investissement**

Ce point devra être particulièrement développé, notamment quant à la nature sociale du projet.

.....

.....

.....

.....

- **Contenu du projet socio-éducatif**

Comprend-t-il des axes innovants (exemple : méthode éducative spécifique, label école-crèche, actions en faveur de l'accueil des familles vulnérables/pauvres) ?

.....

.....

.....

3 - RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

- Coût global de l'opération

Foncier :	€
<i>Achat de terrain, achat d'immeuble, frais de notaire rattachés aux biens relevant de l'opération d'investissement</i>	
Gros œuvre :	€
<i>Construction, extension, fondations spéciales, terrassement, voirie et réseaux divers (Vrd) (branchements eaux, électricité, gaz, téléphone), ravalement, étanchéité, aire de stationnement, dallages, démolition, couverture, charpente, menuiseries extérieures (fenêtres), volets, Energie : photovoltaïque, domotique, récupérateur d'eau</i>	
Développement durable :	€
<i>Nom du label / certification :</i>	
Aménagement intérieur :	€
<i>Menuiseries intérieures (portes), cloisons, doublages, revêtements de sol, carrelages/faïences, peintures, électricité (courants forts et courants faibles), plomberie, chauffage, ventilation, climatisation, serrurerie, téléphonie, sécurité incendie, signalisation, ascenseurs, baie informatique</i>	
Equipement simple et particulier :	€
<i>Mobiliers : cuisine, bureau, dortoir, locaux annexes (type stockage, entretien) Petits matériels : vaisselle, informatisation, Puériculture : poussettes, tables à langer, Pédagogie : livres, jouets, jeux d'intérieurs et d'extérieurs</i>	
Honoraires et frais administratifs :	€
<i>Maîtrise d'œuvre (architecte ou cabinet d'experts), aide à maîtrise d'ouvrage, géomètre, mission Csp (sécurité), bureau de contrôle, études, études de sol, frais bancaires, toutes assurances</i>	
Autres :	€
<i>Aménagements extérieurs : jardins, clôtures, sols extérieurs, Marketing : communication, presse, publication.</i>	
<hr/>	
Total HT	€
Total TTC	€

• **Plan de financement**

➤ Aide sollicitée de la Caisse d'allocations familiales .	:	.....	€ soit	.....	%
➤ Etat .....	:	.....	€ soit	.....	%
➤ Collectivité régionale .....	:	.....	€ soit	.....	%
➤ Collectivité locale (<i>préciser</i>) .....	:	.....	€ soit	.....	%
➤ Apport propre .....	:	.....	€ soit	.....	%
➤ .....	:	.....	€ soit	.....	%
➤ .....	:	.....	€ soit	.....	%
➤ .....	:	.....	€ soit	.....	%
➤ .....	:	.....	<u>€</u> soit	.....	%
TOTAL HT .....		:	.....	€
TOTAL TTC .....		:	.....	€

4 - **FONCTIONNEMENT**

- **Tarifs (réservé aux micro-crèches)**

.....
.....
.....

Le signataire s'engage à appliquer des tarifs modulés selon les ressources des familles incluant la fourniture des couches et des repas. A défaut la Caf pourra demander le remboursement de la subvention.

Le gestionnaire prévoit d'opter pour une tarification (*Cocher la case correspondante*) :

- Complément mode de garde (Cmg) Prestation de service unique (Psu)
(montant maximum de 10 €/h)

Le gestionnaire s'engage à fournir les couches et les repas.

Sinon, vous ne pouvez pas bénéficier d'une subvention d'investissement. La Caf pourra vous demander le remboursement de la subvention, le cas échéant.

Dans le cadre d'un établissement d'accueil du jeune enfant, le signataire s'engage à accueillir les enfants handicapés sollicitant un mode de garde.

Le signataire atteste de l'exactitude des informations ci-dessus. Il note que la subvention éventuellement accordée sera payée au vu de factures acquittées, et éventuellement proratisée si le montant des factures est inférieur à celui de la demande.

- **Partenariat**

Lorsque le projet est soumis par une association ou une entreprise privée, il doit faire l'objet d'une présentation au maire de la commune d'implantation et au président de la communauté de communes le cas échéant, si c'est elle qui détient la compétence petite enfance.

Préciser quelles sont les perspectives de partenariat avec la commune et/ou avec la communauté de communes :

.....
.....
.....

Joindre impérativement un courrier signé par le maire de la commune, et du président de la communauté de communes si elle détient la compétence petite enfance, attestant que vous l'avez tenu informé de votre projet et qu'il autorise l'implantation de votre équipement sur sa commune.

Date :.....

Signature et cachet

PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE D'AIDE A L'INVESTISSEMENT

- Devis descriptifs et estimatifs
- Relevé d'identité bancaire ou postal
- Certificat de propriété ou promesse de vente de la structure ou copie du bail
- Statuts du promoteur et du gestionnaire
- Attestation sur l'honneur (datée et signée) du promoteur de son assujettissement ou non à la Tva.
- Liste des membres du Conseil d'administration du promoteur et du gestionnaire
- En cas de projet fonctionnant en intercommunalité, délibération des instances compétentes, autorisant l'aide au fonctionnement.
- Courrier du Maire ou du Président de l'Epci (ayant la compétence petite enfance) autorisant l'implantation de votre équipement.
- Etude de besoin
- Plans
- Correspondances relatives aux décisions des financeurs (Etat, collectivités locales, etc...)
- Compte d'exploitation et rapport d'activité de l'établissement
- Budget prévisionnel des 2 (voire 3) premières années de fonctionnement
- Dernier procès-verbal de l'Assemblée générale pour les associations
- Pour une association ou une entreprise déjà existant, le compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande
- L'activité prévisionnelle des 2 (voire 3) années de fonctionnement : pour un Eaje, le nombre d'actes
- Le règlement de fonctionnement comprenant la tarification aux familles
- Le projet d'établissement comprenant le projet socio-éducatif et le projet pédagogique
- L'annexe 1 pour les sociétés (Sarl, Sas, Snc, sociétés civiles, associations inscrites au RCS, etc...)
- L'annexe 2

Uniquement pour les Mam :

- Projet de fonctionnement
- Projet d'accueil
- Règlement interne

Annexe 1

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Afin de garantir leur intégrité et de prévenir les fraudes, les bénéficiaires des subventions de la branche signent une attestation de probité et de non-condamnation.

Je soussigné(e) :

né(e) le : à

adresse :

déclare :

- n'avoir été l'objet d'aucune condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire de gérer, administrer, diriger ou contrôler une personne morale, ou d'exercer une activité commerciale ;
- n'avoir pas été frappé de faillite personnelle ou d'autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises ou, dans le régime antérieur à cette loi, en application du titre II de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A

Le

Signature + Nom et Prénom du déclarant :

Annexe 2

DECLARATION D'INTERETS

La branche Famille s'abstient de subventionner toute entité placée dans une situation qui conduirait à dévoyer l'objet des fonds versés.

Dans ce cadre, la présente déclaration vise à prévenir tout risque de dévoiement de la subvention ou de refacturation abusive.

A cet effet, sont déclarés les liens d'intérêts de toute nature entre le demandeur de la subvention et des tiers qui sont de nature à dévoyer ou paraître dévoyer l'usage de la subvention versée.

La déclaration doit être signée personnellement et chaque page doit être paraphée.

Je soussigné(e) : (Prénom, Nom et qualité)

Reconnais avoir pris connaissance de la demande de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes public ou privé :

- exploitants ultérieurs de la structure financée ;
- entités propriétaires du bâtiment sur lequel elle est implantée.

Déclaration

1. Déclaration des liens matériels, directs ou indirects

Le demandeur est-il lié à l'entité propriétaire des murs ? OUI NON
 Le demandeur est-il lié au gestionnaire ultérieur de la structure ? OUI NON

Dans l'affirmative, veuillez préciser lesquels, notamment les points ci-après :

- les participations financières directes éventuellement détenues dans le capital du propriétaire ou du gestionnaire ;
- l'appartenance à un même groupe de sociétés que le propriétaire ou le gestionnaire ;
- l'existence d'une gestion commune avec le propriétaire ou le gestionnaire, en particulier une participation aux organes dirigeants du propriétaire ou du gestionnaire ;
- l'exercice d'une activité rémunérée ou donnant lieu à gratification pour le compte du propriétaire ou du gestionnaire, ou au sein de la structure dans le cadre d'une Maison d'assistant maternel.

.....
.....
.....
.....

2. Déclaration des liens familiaux

Le demandeur est-il détenu intégralement ou partiellement par une personne physique entretenant des liens familiaux avec une personne physique qui détient ou gère la personne morale en charge de l'exploitation, ou le propriétaire des murs ?

.....
.....
.....

Dans le cas d'un projet de Mam :

Le demandeur est-il détenu intégralement ou partiellement par une personne physique entretenant des liens familiaux avec un ou plusieurs professionnels ayant vocation à travailler au sein de l'établissement ?

.....
.....
.....

3. Autre lien susceptible de présenter un risque de dévoiement de la subvention versée

.....
.....
.....

Je soussigné(e), _____, certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration ;

Le

Signature